



MOSCOU

ORGANE DU 3. CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

N° 34. Mercredi 6 Juillet 1921.

Direction: Dénéjny 5, ch. 18.
de 3 à 5 (sauf les dimanches et fêtes)
tél. 1-77-77 et Kremlin 151.

Secrétaire de la Rédaction: Trverskaia 48.
de 6 à 8 (sauf les dimanches et fêtes)
tél. 5-48-10 et 3-79-05.

L'offensive continue, sous une forme nouvelle.

Quelques camarades communistes disent que la conclusion des traités de commerce entre la Russie Soviétique et les Etats étrangers est capable d'affaiblir les positions du prolétariat et de renforcer la bourgeoisie. Ceux qui parlent ainsi font une grosse erreur: la cessation de la lutte armée contre l'impérialisme mondial n'équivaut en aucune façon à la cessation de la lutte d'une façon générale, car cette lutte, sur un autre terrain et dans des conditions différentes, nous la continuons et nous la continuons sans relâche. Comprendre les formes de cette lutte, pénétrer leur nécessité successive et nous aider (car par là on aide aussi le prolétariat international), voilà le but que doivent se proposer les communistes d'Occident et Amérique.

La bourgeoisie russe n'a jamais été forte, parce qu'elle puisait ses forces dans l'impérialisme des autres pays. La révolution de 1905 fut écrasée par le tsarisme à l'aide du capital financier de l'Occident. La bourgeoisie russe n'a pris à la représentation qu'une part platonique. Voilà pourquoi aussi la campagne du prolétariat russe a toujours porté encore aujourd'hui un caractère particulièrement universel. En frappant et en chassant de ses positions la bourgeoisie russe, nous chassons en même temps l'impérialisme mondial: en effet une énorme quantité d'entreprises industrielles et la plupart des banques de Russie se trouvaient entre les mains du capital étranger.

En ayant fini pour un temps avec la lutte armée, victorieuse des 5/6 de l'univers bourgeois, nous nous retirons en deuxième ligne, nous renvoyons plus de la moitié de notre armée, quitte à perfectionner, à refondre, à rendre plus puissant, plus fort, plus capable de grande victoire à l'avenir le reste, et aussi enfin de restaurer notre vie économique, de panser les blessures, de relever notre grande industrie, afin que, dans la guerre future dont nous menaçons l'impérialisme, nous possédions une armée solide et puissante, et un arrière bien organisé.

Mais notre offensive n'est pas arrêtée pour cela. Elle se produit seulement sur un autre plan. Nous luttons pour un monde nouveau. A l'époque actuelle, tout Etat doit avoir certaines formes juridiques, précises. Le monde nouveau pour lequel doit combattre tout le prolétariat féministe, c'est le régime soviétique. Et nous, cessant aujourd'hui de critiquer par les armes le monde bourgeois, nous le critiquons sur le terrain des conceptions juridiques.

Partout dans les tribunaux, dans les parlements, partout où nous pourrions, nous porterons l'idée du droit soviétique. Nous avons déjà gagné plusieurs procès en Angleterre, nous en gagnerons encore dans le monde entier. C'est là notre offensive, qui aide et aidera le prolétariat mondial à comprendre, à pénétrer et à s'assimiler les formes que la révolution russe a données au régime nouveau et qui doivent s'étendre à tout l'univers.

La bourgeoisie russe le sent bien. Au "Congrès du Commerce et de l'Industrie" qui s'est tenu à Paris du 17 au 24 mai, le juriste connu Teslenko, dans son rapport sur "la législation soviétique, déclare: "la signature des traités de commerce de la Russie Soviétique avec toutes sortes d'Etats et celle aussi de traités politiques avec l'Estonie, la Finlande, la Lettonie et la Pologne, mettent à l'ordre du jour la question d'une certaine reconnaissance, partielle ou de fait, du pouvoir des soviets, entraînant de toute façon avec elle la reconnaissance jusqu'à un certain degré de la législation civile soviétique."

Dans sa résolution sur l'action de la législation soviétique à l'étranger, ce même Congrès des commerçants et des industriels écrit: "considérant que dans son essence la législation soviétique, en particulier dans les domaines familial, contractuel, héréditaire, est fondée sur des principes qui sont catégoriquement opposés aux principes juridiques de tous les Etats civilisés et que les conséquences des réquisitions et nationalisations faites par les bolcheviks sur le territoire qui leur est soumis ne peuvent être reconnues comme légitimes sur le territoire des Etats étrangers reconnaissant les principes généraux de l'ordre public, le Congrès décide d'entrer en rapport avec les associa-

tions de juristes russes et étrangères afin de faire adopter l'idée de l'incompatibilité absolue de la législation communiste soviétique avec n'importe quel principe de droit civil."

Cette alarme n'appartient pas seulement à la bourgeoisie russe, mais à toute la bourgeoisie universelle. Si on appelle à la rescousse toutes les associations de juristes pour nous combattre sur le terrain juridique, les communistes d'Occident et d'Amérique doivent de toutes leurs forces collaborer à notre offensive juridique contre le monde bourgeois et s'efforcer d'employer l'idée du droit soviétique pour battre en brèche le droit bourgeois qui règne encore dans les 5/6 du globe. Il y a déjà des précédents en notre faveur. Déjà les juges anglais ont répondu sur une des questions de la façon suivante: "Les citoyens anglais ne peuvent guerre qualifier d'amoral le point de vue d'un Etat étranger qui estime que la remise de la propriété privée à l'Etat comme représentant de l'ensemble des citoyens est la meilleure forme par laquelle doit se manifester le droit de propriété. Voilà ce qu'a dit un des lords de justice. Voilà l'aveu qui nous servira de point d'appui à l'avenir, l'aveu que nous avons réussi à arracher aux juristes bourgeois. La bourgeoisie considère le nouveau droit soviétique comme un brigandage, mais déjà dans ses propres rangs des flottements se marquent. Les uns disent: "la nationalisation est pour la législation occidentale un cas bien prévu, et seulement dans le code pénal."

D'autres trouvent que l'idée de nationalisation est encore douteuse: "La guerre nous a enseigné, disent-ils, la pratique des réquisitions et des contributions, et d'ailleurs nous connaissons depuis longtemps les expropriations pour cause d'utilité publique. Evidemment tout cela a été pratiqué jusqu'ici à titre d'exception et pour ainsi dire à titre individuel. Mais il serait bien hardi de dire que seule l'expropriation individuelle est légitime et que l'expropriation faite sur une plus vaste échelle serait du brigandage."

Il est clair pour tous que poser ainsi la question c'est ouvrir le champ aux débats et aux controverses. La classe ouvrière anglaise sait comment on peut obliger les capitalistes à abandonner 83% de leurs bénéfices pour élever les salaires? L'Australie met en pratique le contrôle ouvrier. Le monde entier marche à la nationalisation et la socialisation de l'industrie.

Dans ce domaine notre offensive juridique succédant à notre lutte armée sera pour la classe ouvrière d'Occident un grand secours. Seulement elle ne doit pas oublier que pour s'aider elle-même elle doit aussi nous aider. Son rôle principal est de renverser le gouvernement bourgeois et de prendre le pouvoir. Son rôle est de lutter pour la dictature. Quant à nous, nous nous retirons en réserve, parce que les bataillons ouvriers des 5/6 du monde ne sont pas armés, parce qu'ils ne peuvent pas tenir et être prêts à nous aider dans l'offensive armée.

Pendant trois ans, nous avons été aux avant-postes de la révolution universelle. Aujourd'hui, nous commençons l'offensive juridique, sans cesser de fortifier et d'améliorer l'armée rouge.

Le rôle de la classe ouvrière est d'abord de préparer la lutte armée pour l'établissement de la dictature, de prendre les armes, et de nous aider par là à faire pénétrer victorieusement l'arme juridique de la critique pour ébranler les bases de l'ordre juridique bourgeois. Par là, loin d'affaiblir la position du prolétariat international, nous la consolidons. C'est là une particularité des circonstances actuelles qu'il faut bien comprendre. Les camarades étrangers doivent se souvenir que leur rôle est de préparer la lutte armée en nous aidant à battre en brèche la bourgeoisie, par les moyens juridiques. Notre rôle à nous, c'est, avec leur concours, d'ébranler juridiquement la bourgeoisie et de préparer le soutien qu'est l'armée rouge, déjà victorieuse des armées bourgeoises, prêt à soutenir le moment venu tel ou tel détachement du prolétariat qui à notre exemple, entrera dans la lice contre sa bourgeoisie nationale.

N. KOUZMINE.

Préparatifs.

Deux petites nouvelles, qui sont cependant d'une énorme importance pour la politique internationale, ce seront les nœuds gordiens que la bourgeoisie aura à trancher.

Le premier. Le gouvernement anglais a l'intention de changer Singapour en un grand port militaire, base britannique pour la flotte du Pacifique.

Le second. Le gouvernement portugais consent à céder les Açores aux Etats-Unis pour une grande somme d'argent. Les Etats-Unis ont l'intention de faire de ces îles une nouvelle base navale dans l'Atlantique.

Ainsi ils se préparent. L'Angleterre et toute l'Europe sont terriblement endettées envers l'Amérique. L'Amérique occupe une position favorable pour faire une pression armée sur ses océans, puisqu'elle pénètre presque au cœur de l'Europe et élève un poste naval sur la principale voie maritime. De là elle surveillera les vaisseaux allant d'Europe au canal de Suez et du nord dans la Méditerranée par Gibraltar.

Elle a déjà une admirable base dans le Pacifique, les îles Hawaï.

Le gouvernement anglais déclare que l'alliance anglo-japonaise est indissoluble. Ainsi, à peine sorti de la guerre, l'impérialisme mondial se prépare de nouveau à la guerre.

La "Pauvre Angleterre," qui a commencé la guerre contre l'Allemagne qui l'avait offensée, trouve un nouveau concurrent en la personne de l'Amérique. Lentement mais sûrement, les Alliés d'hier se préparent à reprendre les armes.

Nous aussi nous devons nous préparer. Les partis communistes du monde entier n'ont pas de temps à perdre. Les trois plus puissants Etats bourgeois se préparent à la rencontre.

Ils armeront les ouvriers et les paysans de leurs pays. Il faut instruire, il faut préparer les masses, afin qu'elles sachent à temps retourner les canons et les fusils contre les ennemis de leur classe dans leur propre pays.

Libre aux spéculateurs bourgeois de se battre entre eux pour se partager la domination du monde: la tâche des partis communistes, c'est de préparer le prolétariat à arracher le pouvoir aux spéculateurs bourgeois pour en prendre possession sans partage.

Les fantaisies des syndicalistes allemands.

"Der Syndicalist" a publié (22 juin 1921) une "Lettre de Paris" signée de A. Souchy dans laquelle celui-ci, brochant un tableau fantaisiste du mouvement syndicaliste français, s'exprime ainsi:

"Au sein de cette organisation (les C.S.R.) existent des éléments qui sont prêts à aller à Moscou à tout prix et coûte que coûte, mais il y en a d'autres qui veulent former avec les Russes une Internationale syndicale seulement à certaines conditions. On considère comme telle condition la motion votée par la conférence syndicale internationale de Berlin."

A. Souchy commet, quand il situe ainsi la position prise par une fraction des éléments composant les C.S.R., plus qu'une erreur: une malhonnêteté. Les conditions — si conditions il y a — formulées par l'organisation des C.S.R. pour adhérer à l'Internationale syndicale de Moscou l'ont été dans la résolution adoptée par le Congrès minoritaire d'Orléans, en octobre 1920. Elles se résument, ces conditions, à une seule — et c'est le seul point sur lequel la délégation en ce moment en Russie ait un mandat formel — c'est la reconnaissance, au sein de l'Internationale Rouge, de l'autonomie organique du mouvement syndical français vis-à-vis des partis politiques, tout en affirmant la volonté de l'organisation syndicaliste révolutionnaire de collaborer étroitement avec le parti politique prêt à agir révolutionnairement.

La Conférence de Berlin dont parle Souchy eut lieu en décembre 1920, c.-à-d. près de deux mois après le Congrès d'Orléans. Dire que les syndicalistes français partisans, avec réserves, de l'adhé-

sion à Moscou se sont inspirés, pour revendiquer l'autonomie syndicale, de la motion adoptée par la Conférence de Berlin, c'est faire montre d'une ignorance totale du mouvement ouvrier français et de son histoire.

La Conférence de Berlin s'est terminée à la confusion des syndicalistes-anarchistes qui l'avaient convoquée dans le but, inavoué, de mettre debout, entre Amsterdam et Moscou, une Internationale syndicaliste-anarchiste. J'ai été, je ne m'en défends pas, de ceux qui ont fait avorter ce projet, et c'est sans doute ce qui incite le jeune Souchy à faire dans le syndicalisme français des découvertes qu'expose son ignorance dans les termes ci-après:

"A ceux qui ont vendu, peut-on dire (sic), leur âme à Moscou, appartiennent Rosmer, Monatte, Godonnèche, ils ont, d'après les informations les plus récentes, déposé ou été obligés de déposer leurs mandats de secrétaires des C.S.R. parce qu'ils voudraient aller à Moscou sans poser de conditions."

Et voilà comment Souchy, dont la jeunesse excuse peut-être, dans une certaine mesure, la naïveté et le jugement téméraire, voit le mouvement syndicaliste français, après 15 jours d'enquête à Paris, où il s'en fût frappé à la porte de Merheim, et après renseignements recueillis parmi des gens qui ont pris, vis-à-vis de la révolution russe, une attitude qui est condamnée par tous les éléments sains et clairvoyants du mouvement révolutionnaire mondial.

Monatte a vendu — sans doute pour les haricots mangés pendant dix mois à la Santé — son âme à Moscou. Rosmer s'est vendu pour mener, en Russie même, la vie large, fastueuse et de douce farniente qui le conduisait épuisé, il y a seulement quelques semaines, dans une "Maison de repos". Moi? j'invite Souchy à aller consulter le budget de ma ménagère et l'opinion de mes fournisseurs depuis que j'ai pris congé de la coopérative d'imprimerie pour consacrer tout mon temps à "La Vie Ouvrière" et au secrétariat des C.S.R.

Désigné pour faire partie de la délégation au Congrès de Moscou, j'ai dû démissionner du secrétariat des C.S.R. D'autre part, conformément à la décision du congrès d'Orléans je devais remettre le secrétariat entre les mains de Monatte à la sortie de prison. Monatte, surchargé de travail, ayant à organiser la rédaction et l'administration de "La Vie Ouvrière", refusa les fonctions auxquelles il avait été désigné à son corps défendant. Ce fut le camarade Fargue, Membre du Parti Communiste, qui fut chargé du travail matériel du secrétariat, Monatte en conservant sur les instances de tous, la direction morale, Souchy avouera que notre démission, si elle avait eu pour motif, comme il prétend, notre attitude trop favorable à Moscou, n'aurait pas eu pour conclusion la désignation à notre place d'un adhérent du Parti Communiste!

J'ai été en désaccord, au sein du Comité Central, en l'absence de Monatte, avec la majorité des membres assistant à une séance. Il s'agissait dans la discussion des statuts provisoires de l'Internationale Syndicale, de la présence au sein de l'Exécutif syndical, avec réciprocity, d'un membre de l'Exécutif Communiste. Je défendais cette clause du projet, déclarant ne pas voir là un danger pour l'autonomie du mouvement, en montrant au contraire tous les avantages pour la réalisation de l'unité de front de toutes les forces révolutionnaires. Ce furent des Membres du Parti Communiste qui combattirent le plus àprement mon point de vue et qui au vote, l'emportèrent (ce qui prouve que même au sein du parti communiste français on n'obéit pas aux "ordres de Moscou") et je donne l'assurance à Souchy que ceux qui combattaient mon point de vue ne s'inspiraient nullement de sa motion de Berlin qu'ils ignoraient et qu'ils ignorent sans doute encore à l'heure présente.

Mais puisque Souchy invoque, sans raison, une motion adoptée, après mon départ, par sa conférence de Berlin, je me permets de lui rappeler le vote, qui fut émis à l'unanimité, sur proposition de la délégation française, à cette conférence, et par lequel toutes les organisations représentées, y compris la Freie Arbeiter-Union, s'engageaient à participer au Congrès constitutif de l'Internationale Syndicale Rouge, quitte à venir y défendre

leurs points de vue particuliers. La délégation allemande fut la dernière à lever la main pour adopter cette proposition, mais enfin, elle s'y résigna. Or je ne sache pas qu'aucun délégué de la Freie Arbeiter-Union ait participé aux réunions préparatoires qui se tiennent ces jours-ci à Moscou en vue du Congrès.

Cette absence à Moscou des représentants de la Freie Arbeiter Union, je la regrette pour plusieurs raisons, et plus particulièrement pour celle-ci: j'aurais mis à profit l'occasion—et je n'aurais pas été le seul sans doute—pour demander à Souchy et à ses amis quelques explications sur leur rôle, leur langage et leur attitude dans le mouvement révolutionnaire allemand de mars dernier; je leur aurais demandé où ils étaient pendant que des "politiciens" du genre de Sylt tombaient sous les coups de la Reichswehr et de l'Orgesch; je les aurais priés de nous éclairer sur l'usage qu'ont

pu faire le gouvernement allemand, la justice allemande, la presse bourgeoise allemande des articles de leur organe, "Des Syndikalists", dénonçant, en même temps que les organes des indépendants, le mouvement de mars comme étant l'œuvre des "agents de Moscou", au moment où une répression féroce s'abattait sur les communistes.

Le jeune Souchy a, paraît-il, accouché d'un livre sur ce qu'il a vu en Russie, livre dans lequel Merrheim et tous les contre-révolutionnaires s'approprient à puiser abondamment. La "correspondance parisienne" sur le mouvement syndicaliste révolutionnaire français nous donne une piètre idée de la valeur documentaire de son œuvre. Mais les contre-révolutionnaires qui s'en servent pour alimenter leurs campagnes n'en demandent pas tant.

V. GODONNECHE.

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.

Congrès de l'Internationale Communiste.

Quatorzième Séance.

(suite).

Après le camarade Telhmann, la parole est donnée au camarade Trotski.

Ce dernier croit nécessaire de faire remarquer que les thèses proposées par la délégation russe ne sont nullement le résultat d'une heure de travail fait à huit clos. Les délégués russes se sont livrés à des débats passionnés, notamment avec les membres de la délégation allemande, ils ont examiné diverses propositions, ils ont fait certaines concessions, et ce n'est qu'après que ces thèses ont vu le jour.

Plusieurs délégués trouvent à redire à ce que les affaires intérieures du Parti Communiste Unifié d'Allemagne (V.K.P.D.) prennent trop de temps au Congrès. Le camarade Trotski ne saurait admettre ce point de vue, attendu que la question allemande revêt un caractère international. Nous avons vu pour la première fois comment après s'être développé en un grand parti aux contours bien défini, le V.K.P.D. a su diriger l'action du prolétariat. Etant donné que le jeune parti communiste italien, de même que le jeune parti communiste français se trouvent à la veille d'une situation analogue, beaucoup doivent faire leur profit des enseignements découlant de la question allemande.

Parlant des divers amendements qui ont été proposés aux thèses, le camarade Trotski fait remarquer que les thèses considèrent les événements de mars comme une lutte imposée au V.K.P.D. par le gouvernement qui a attaqué le prolétariat de l'Allemagne centrale. Ces thèses établissent que le V. K. P. D. a lutté courageusement et prouvé qu'il était un parti vraiment révolutionnaire. Les thèses signalent ensuite les principales fautes qui ont été commises et se terminent par une série d'indications sur les méthodes d'action à adopter dans l'avenir afin que ces fautes ne se répètent plus.

Les auteurs des amendements nous proposent de reconnaître dans les thèses que le mouvement de mars a été un pas en avant, de le considérer comme la première tentative du V. K. P. D. pour réaliser son rôle dirigeant dans les combats du prolétariat allemand et d'admettre que de cette façon le parti a eu la possibilité de voir clairement ses fautes, ce qui a eu pour résultat de renforcer la discipline du parti. Le camarade Trotski considère que le Congrès doit dire jusqu'à quel point cette tentative a réussi, car si les communistes allemands se sont convertis, d'organisation de propagande qu'ils étaient, en un parti autonome ayant la possibilité de prendre part à la lutte du prolétariat, cela ne veut pas dire que cette première tentative du parti a été suffisamment réussie. Le camarade Trotski s'arrête ensuite sur les circonstances difficiles qui ont précédé les actions de mars et qui ont été si nettement décrites par le camarade Heckert.

Le camarade Trotski estime que si le camarade Talheimer s'avisait dans une trentaine d'années d'imiter Mehring et d'écrire l'histoire du parti communiste allemand il trouverait des documents et des livres dans lesquels la situation serait représentée sous un jour tout différent. La situation internationale était assez incertaine. La question de la Haute-Silésie planait, sans exercer aucune influence révolutionnaire. Le désarmement de la Bavière, selon les paroles de la "Rote Fahne", s'était terminé par un compromis au détriment du prolétariat révolutionnaire de la Bavière et de l'Allemagne toute entière. On pourrait aussi

établir que la crise n'était pas aussi catastrophique en Allemagne qu'aux Etats-Unis et en Amérique et qu'enfin le nombre des chômeurs allemands était inférieur à celui de ces deux pays. Tandis que le camarade Heckert nous dit que tout était en effervescence, un autre camarade de l'opposition nous raconte que tout était dans la plus grande tranquillité. Cela donne l'impression que certains membres de la délégation allemande considèrent que l'essentiel est pour eux de défendre leur point de vue et ne désirent nullement éclaircir la question et faire l'analyse dont nous avons tous besoin. Mais lorsque les délégués du parti communiste unifié d'Allemagne se sont aperçus que leurs autres camarades de l'Internationale ne voient pas les choses par leurs yeux, ils ont entrepris un détour stratégique.

Or les amendements sont moins dangereux par ce qu'ils disent que par ce qu'ils ne disent pas. Les camarades allemands veulent apparemment obtenir une résolution qui, tout en les approuvant, ne préciserait pas les nuances.

Cela concerne aussi nos amis français. Lorsque nous avons examiné la question de l'attitude du parti communiste français envers la mobilisation de la classe 19, nous ne nous sommes pas déclarés partisans de la résistance à cet acte les armes à la main. La fameuse théorie de l'offensive à tout prix ne contient absolument rien de marxiste, et son application constituerait un véritable crime.

Je pense, continue Trotski, que les congressistes, tout en aidant le camarade Zinoviev, élaboreront unanimement le plan de leur activité sans rencontrer de la part des "gauches" aucun obstacle sérieux. Le terme de "gauche" est entièrement faux, étant donné que politiquement il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de parti plus à gauche que l'Internationale Communiste marxiste. Nous sommes un parti affirme Trotski, capable d'utiliser chaque situation et toutes les possibilités et non seulement de mener la lutte, mais d'obtenir aussi la victoire. Il est particulièrement important et très utile que nos camarades italiens le sachent. Ils doivent, sans se laisser emporter par la phraséologie révolutionnaire et sans se faire de trop belles idées, envisager la situation avec lucidité et, après avoir gagné la confiance de la classe ouvrière, se préparer à la lutte.

Le camarade Trotski parle ensuite des trois groupements que l'on distingue au congrès. Il indique en premier lieu la délégation allemande, dont certains représentants ont imaginé théorie de l'offensive. Il faut associer ces camarades aux communistes italiens qui se trouvent encore sous l'impression de la rupture de leur parti avec Serrati.

Le camarade Trotski classe dans le second groupement certains camarades qui ont l'impression que les actions de mars ont été dictées par le Comité Exécutif et que Levi a été exclu pour n'avoir pas exécuté l'ordre de Moscou. Ces camarades craignent que l'Exécutif ne leur enjoigne de faire de même. Cela prouve tout simplement que jusqu'à présent ils n'ont pas compris l'esprit qui préside aux actes de l'Exécutif.

Le troisième groupement adopte sans réserve le point de vue de nos thèses. Il serait évidemment insensé que l'Exécutif au nom de la théorie de l'offensive, agisse au moyen d'actions de masses plus ou moins artificielles: C'est précisément parce que l'Internationale Communiste est aujourd'hui puissante et qu'elle a acquis la possibilité de diriger le mouvement des masses à l'échelle internationale, qu'elle est obligée d'examiner avec la plus grande attention la situation de chaque pays et de ne passer à l'action que lorsque cette dernière est possible. Cette situation nous fait aussi

un devoir de signaler tout danger qu'il soit, car il est infiniment plus dangereux de ne pas remarquer la provocation quand il est encore temps de la prévenir. Aux camarades qui pensent que nous allons à droite il faut répondre qu'il n'y a pas seulement sur terre que des opportunistes mais qu'il y a aussi des classes, la police, l'armée et des rapports économiques bien déterminés. Une partie des ouvriers est avec nous, une autre partie est neutre, le reste est contre nous. Toute la complexité de ce monde nous oblige à nous y orienter activement. Il est ridicule de parler conclut Trotski, de la cessation de la lutte contre l'opportunisme. Mais notre tâche essentielle consiste à vaincre pratiquement la société capitaliste, et dans ce but il faut savoir allier la science de la statistique à l'enthousiasme révolutionnaire. C'est de cette façon que nous vaincrons.

Le camarade Radek qui lui succède à la tribune fait le bilan de tous les arguments qui ont été apportés au cours d'une discussion de deux jours.

Il estime nécessaire de souligner tout d'abord le fait caractéristique que tous les orateurs ont soutenu les thèses et les ont trouvées tout ce qu'il y a de plus exactes, estimant toutefois qu'à l'égard de leur pays il était nécessaire d'y apporter quelques modifications. Cela prouve tout simplement que dans l'ensemble les thèses proposées sont incontestablement justes et qu'elles reflètent sur la situation générale de l'Internationale une appréciation exacte dont il convient de s'inspirer pour les prochaines actions des partis communistes.

Le camarade Radek souligne que le péril opportuniste n'est nullement écarté, étant donné que nous avons non seulement l'Internationale d'Amsterdam, mais presque partout de puissants partis opportunistes. Ce péril n'est pas même écarté de l'Internationale communiste. La preuve en est que parmi nous se trouvent des délégués qui déclarent que chez eux tout va pour le mieux. C'est ainsi que nous voyons le camarade Burion, délégué tchéco-slovaque, venir nous dire, après tout ce qui a été établi sur la conduite de ce parti au moment de la grève de décembre, que le parti tchéco-slovaque est excellent et qu'au premier signal de son Comité Central il est prêt à se jeter dans la lutte. Nous devons déclarer bien nettement qu'un langage de ce genre est digne seulement de la IIème Internationale, mais nullement de l'Internationale Communiste. Nous savons parfaitement bien que la révolution est une route semée d'obstacles, qu'on ne peut surmonter qu'au prix de mille fautes. Les camarades anglais déclarent que chez eux tout est pour le mieux et que, si leur parti n'est pas grand, celui de Lloyd George ne l'est pas davantage. Néanmoins il est un fait indéniable que le pouvoir se trouve entre les mains de Lloyd George et non pas entre les vôtres, dit Radek aux délégués anglais. Les camarades français se trompent étrangement, s'ils s'imaginent que l'Exécutif les laissera tranquilles. Car si nous pensons qu'il faut donner aux événements le temps de mûrir, nous n'en ferons pas moins attention à la façon dont le parti communiste français réalisera effectivement les thèses que certains de ses délégués ont ici combattues.

Ensuite le camarade Radek estime que l'échange d'opinions sur la question allemande sera de la plus haute importance pour toute l'Internationale Communiste. Par une lutte de trois années, par leurs souffrances inouïes, les prolétaires allemands ont élargi le champ d'expériences de la révolution russe. La classe ouvrière allemande a pour partage d'être la promotrice du premier grand mouvement révolutionnaire dans un pays industriel. L'expérience de la révolution russe a donné au prolétariat international les mots d'ordre de dictature et de soviets mais la voie qui a mené la Russie à la victoire peut être raccourcie dans tous les pays capitalistes. Le martyrologe du prolétariat allemand, la lenteur de son développement, ses combats, ses défaites, tout cela constitue la base la plus solide de notre nouvelle expérience que nous voulons communiquer au prolétariat du monde entier afin de le prémunir contre des erreurs possibles.

La comparaison des trois mouvements: italien, tchéco-slovaque, allemand, rend possible une appréciation des différentes formes d'offensives, de leur nécessité pour le parti, des devoirs du parti en pareils cas, et de plus nous met à même de déterminer les dangers qui menacent les combattants communistes.

Les mouvements italien et tchéco-slovaque nous offrent l'exemple du défaitisme des partis en face d'un vaste mouvement prolétarien déchainé, défaitisme produit par le manque d'esprit communiste et par l'intoxication opportuniste. Le mouvement allemand nous montre une jeune organisation communiste qui, tout en cherchant à agir, ne tient pas suffi-

samment compte de la situation générale, tombe dans une série d'erreurs portant atteinte à l'union avec les larges masses. Si la droite les communistes allemands croit se prévaloir de notre critique, dit Radek, nous leur répondrons que nous combattons les gauches parce que leurs fautes renforcent l'opportunisme, fortifient notre ennemi mortel que nous devons vaincre en tout premier lieu. En enjoignant aux partis communistes d'éduquer pratiquement les grandes masses, nous espérons priver l'opportunisme de tout point d'appui dans le prolétariat, et cela en fait et non point en paroles. Nous avons tiré deux déductions de la discussion sur les événements allemands: la première est que le V. K. P. D. a eu raison d'appeler ses membres à venir promptement en aide à la classe ouvrière attaquée par le gouvernement capitaliste. Ce n'était pas un putsch, mais l'offensive révolutionnaire effective de centaines de milliers de prolétaires. La deuxième est que la direction de ce mouvement a commis toute une série d'erreurs pratiques et aussi que dans la suite une partie des camarades, persuadés de l'approche de nouveaux combats, ont érigé une fausse théorie sur la nécessité pour le parti de prendre actuellement l'offensive. L'erreur de la théorie de l'offensive à tout prix consiste encore en ce que, dans les circonstances actuelles, elle ne permet pas de juger froidement le réel état des choses, et c'est ce que nos camarades allemands commencent évidemment à comprendre.

Passant à l'appréciation des événements de mars, le camarade Radek trouve dans les masses prolétaires d'Allemagne un désir de lutte concentré à un point tel que ce fut là le principal mobile qui poussa le parti à engager le combat, même avant que ce ne fût nécessaire et efficace. Si nous disons maintenant aux prolétaires allemands qu'ils ont bien lutté et qu'ils auront plus de succès la prochaine fois, ils pourraient peut-être se contenter de cet encouragement. Aussi est-il plus exact et plus en rapport avec l'état réel des choses de leur déclarer qu'il est toujours indispensable de faire une préparation répondant aux forces de l'adversaire, étant donné que notre tâche n'est pas de démontrer le courage du prolétariat, mais de vaincre l'ennemi. Nous qui avons essuyé de grandes défaites considérables, continue Radek, nous avons aussi commis bien des fautes, aussi nous ne les envisageons pas du tout de la même manière que ceux qui mettent les erreurs sur le compte des mauvaises philosophies. Cette mauvaise philosophie est le résultat d'une situation extrêmement compliquée après la défaite, mais l'unique moyen de surmonter ces erreurs est de les combattre énergiquement.

Ensuite le camarade Radek déclare ne pouvoir être d'accord avec les camarades qui jusqu'à ce jour n'ont pu se séparer définitivement de Levi et qui traitent la liberté de critique d'une manière inadmissible. Nous estimons que la critique est nécessaire, mais chacun de nous doit comprendre jusqu'à quelle point la critique politique est admissible et il est clair qu'en certains cas il y a des limites que personne ne doit franchir. Il est important, dit Radek, que les communistes allemands songent en ce moment à l'avenir et non pas au passé, qu'ils se préparent aux combats futurs et qui auront lieu que nous le voulions ou non, et il y a lieu dans ce but de commencer par dissoudre les groupes séparés. Nous devons convier toutes les forces à collaborer, après toutes les difficultés de la période de transition, à la création d'un grand et puissant parti d'action révolutionnaire.

Passant au Parti ouvrier communiste d'Allemagne (K. A. P. D.), le camarade Radek le qualifie pour la seconde fois de petit parti aspirant à devenir la nouvelle Internationale. Les représentants de ce parti cherchent à se justifier par les paroles de Lénine, disant qu'un petit parti peut entraîner des millions mais il est clair que ces camarades ont besoin qu'on leur explique que pareille chose peut se produire dans un pays où les masses sont amorphes et où elles ne sont pas organisées en grands partis déterminés. Il en découle que pour la prise du pouvoir les partis communistes doivent capter la confiance des grandes masses au moyen de la lutte quotidienne pour les intérêts vitaux immédiats des ouvriers. Un parti qui ne verrait en cela que de l'opportunisme serait condamné à demeurer perpétuellement un petit groupe auquel les larges masses n'accorderont jamais leur confiance.

C'est pourquoi, au nom de l'expérience acquise par nous tous et au nom de l'esprit qui nous unit en une armée révolutionnaire unique, le Congrès doit enjoindre au K. A. P. D. de fusionner avec le parti qui est encore loin de l'idéal, mais qui a prouvé par les événements de mars qu'il sait combattre. Combattre l'opportunisme, combattre la droite et se mettre en garde contre les erreurs de gauche,

telle est la ligne qu'on ne peut nullement modifier.

Radek conclut en disant que les attaques de quelques camarades n'ont pas été comprises comme il convenait. Si elles émanent de camarades possédant une grande expérience révolutionnaire et qui désiraient prévenir les partis communistes contre les imprudences et contre les erreurs de gauche, on doit comprendre que ces vieux militants avaient le droit de parler de la sorte. Car si le Parti Communiste russe, qui a derrière lui tout un passé révolutionnaire et qui porte une responsabilité énorme, tient à vous en prévenir, s'il fait cela, ce n'est pas parce qu'en Russie tout va pour le mieux, mais parce qu'il ne peut pas attendre encore vingt ans jusqu'au jour où vous aurez fini lentement par vaincre. Nous avions, dit le camarade Radek, toutes les raisons de tenir ici un autre langage, car nulle part le prolétariat ne peut être longtemps isolé dans la lutte.

L'Exécutif met en garde les partis communistes de tous les pays contre les fautes commises, et cet avertissement sera le plus fort soufflet que l'on puisse infliger aux défenseurs de Levi qui affirment que l'Exécutif est le centre du putschisme. Nous avons couvert la première étape de la révolution mondiale et nous serions de très mauvais serviteurs si nous ne joignons un esprit clair à un cœur ardent. Mais nous prévenons tous ceux qui laisseront passer l'occasion favorable pour la lutte qu'après notre avertissement nous leur tiendrons un autre langage. Nous devons chercher à créer une véritable armée révolutionnaire prête aux combats qui peuvent éclater plus tôt que nous ne le pensons. L'ennemi est puissant. C'est pourquoi l'Internationale Communiste doit être bien organisée et doit tout prévoir, pour que les prochaines grandes batailles tournent complètement en sa faveur. Nous devons gagner les masses à notre cause, les préparer au combat révolutionnaire, mener ce combat, tirer parti de toutes les possibilités et éviter enfin des pertes inutiles en opposant notre plan au plan de la bourgeoisie.

Après la conclusion de Radek, le Congrès adopte à l'unanimité les thèses proposées par la délégation russe. Les amendements sont remis pour examen préalable à la Commission.

Quinzième Séance.

La séance est ouverte par le rapport du camarade Zinoviev sur les relations entre l'Internationale et le Conseil des syndicats rouges et la lutte contre Amsterdam.

Le camarade Zinoviev pense que le IIème congrès a suffisamment défini son attitude théorique à l'égard du mouvement syndical. L'année qui vient de s'écouler a pleinement justifié nos prévisions et notre point de vue. Il s'agit maintenant d'organiser la lutte contre l'Internationale d'Amsterdam. Toute l'activité d'Amsterdam démontre le caractère bourgeois de la centrale des syndicats. C'est un produit de la bureaucratie syndicale et de la bourgeoisie, c'est un rempart du capitalisme.

L'orateur cite un grand nombre de faits pour illustrer l'activité néfaste des gens d'Amsterdam. En Angleterre, pendant la grève des mineurs, c'est Tomas qui trahit, en Allemagne c'est Hersing qui verse le sang ouvrier, en France opèrent Jouhaux et Dumoulin. Toute l'action économique et politique de la bourgeoisie internationale s'exerce ainsi par l'intermédiaire d'Amsterdam. Et la lutte contre Amsterdam n'est pas une lutte de fraction, c'est une lutte de classe. Rien n'est actuellement plus important.

Le camarade Zinoviev constate le succès du mouvement des syndicats rouges qui groupent 16 millions 390.000 ouvriers. L'importance de ce chiffre ne doit pas être exagérée, car il y a encore des pays où les militants communistes ne se rendent pas compte de l'importance du travail dans les syndicats. D'autre part il y a des pays très développés au point de vue syndical où les partis communistes n'ont encore que très peu d'influence. Les syndicats ont traversé une crise par suite de la guerre.

Trois tendances divisent le mouvement. Celle d'Amsterdam, réformiste, représentée par Jouhaux; celle des Suédois, qui hésitent entre Amsterdam et Moscou; enfin celle des français, nos meilleurs amis, vrais révolutionnaires, exprimant fort bien un des grands aspects du grand mouvement International.

La neutralité des syndicats est une fantaisie qui ne peut convenir qu'à la bourgeoisie. Quand celle-ci ne peut attirer l'ouvrier dans son parti, elle lui dit de ne pas faire de politique et de ne s'occuper que des questions économiques. Aussi les syndicats apolitiques sont-ils objectivement des centres de contre-révolution. C'est pourquoi la II Internationale qui les appuyait était si chère à la bourgeoisie.

La question de la subordination des syndicats au parti est très débattue par certains communistes, notamment en France. Cela prouve que ces camarades n'ont pas une idée bien nette du devoir des communistes dans les syndicats. Communistes russes, nous bataillons depuis quinze ans pour l'influence dans les syndicats et nous exigeons de tous nos membres une participation active, au travail quotidien du syndicat. Ce n'est qu'ainsi que le parti peut agir dans les syndicats, car nous ne voulons pas d'une soumission mécanique et nous ne sommes pas contraires à une certaine autonomie syndicale. Mais il ne faut pas la comprendre en opposition avec le parti, comme le font certains opportunistes. Le parti ne doit pas intervenir dans les détails de la vie des syndicats, dont il doit seulement tracer la ligne de conduite générale.

Tant que ne sera pas réalisée la fusion totale des deux organisations que nous rêvons à l'avenir, nous devons laisser une assez grande autonomie à l'Internationale des Syndicats rouges, tout en réservant sa direction morale générale à l'Internationale Communiste. Les deux organisations seront toujours en contact et s'entraideront toujours. Tout communiste doit considérer la conquête des syndicats comme la chose la plus importante. Notre victoire sur Amsterdam hâtera notre victoire générale.

Telle est la tâche de notre congrès et de celui des syndicats rouges qui s'ouvre aujourd'hui.

A la fin de son discours, le camarade Zinoviev est longuement applaudi.

Le camarade Heckert prend ensuite la parole sur les tâches pratiques des syndicats. Il montre à l'œuvre deux tendances. L'une qui veut améliorer pacifiquement le sort des travailleurs, l'autre, qui est révolutionnaire. Communistes, nous pensons que le syndicat doit tendre à la destruction du régime capitaliste. Mais la structure actuelle des syndicats ne correspond pas à celle du capitalisme, et c'est pourquoi il nous importe de grouper les ouvriers par industries. La concentration du capital nous oblige à centraliser les syndicats. Toute espèce de fédéralisme doit être proscrit, il n'y a pas d'autre moyen de contrecarrer l'entente internationale des capitalistes.

Le camarade Heckert s'arrête sur l'opinion de certains camarades qui considèrent la lutte pour les revendications quotidiennes comme moins importantes que l'entraînement révolutionnaire. Ce n'est pas exact, car la lutte pour les revendications quotidiennes est aussi la lutte pour l'organisation. Le capitalisme gangrené congédie en ce moment des milliers d'ouvriers. Notre tâche est de les ramener au travail. Les syndicats doivent s'opposer à la fermeture des fabriques, au combat pour le chômage. Les capitalistes, pour sortir de la crise, sabotent et détruisent la production. A cela les masses ouvrières doivent répondre en s'emparant des entreprises. Mais pour les garder contre le sabotage d'Amsterdam et contre les forces de la répression bourgeoise, les ouvriers ont besoin d'une force organisée.

Heckert considère les tentatives du capitalisme pour diviser la classe ouvrière. Système de primes, socialisation, nationalisation, participation aux bénéfices. Outre la centralisation par industries, qui nous est nécessaire, nous devons créer un organisme de défense ouvrière contre les agressions capitalistes du fascisme en Italie et d'organisations similaires en Allemagne et ailleurs.

Comme le camarade Zinoviev, Heckert considère la conquête des syndicats comme une des grandes tâches actuelles des communistes.

La séance est levée à 5 heures du soir.

DECLARATION.

Puisque la clôture de la discussion sur la question italienne ne m'a pas permis en plein congrès de parler contre Maffi, je désire faire insérer dans le procès-verbal mon démenti le plus absolu et mes protestations contre les mensonges prononcés à mon égard par le délégué du P.S.I. Maffi.

J'affirme:

I. — qu'il a dit un mensonge lorsqu'il a déclaré que j'ai un passé réformiste et blocard. Au contraire j'ai milité toujours, en 24 années de ma permanence au Parti Socialiste, dans l'aile d'extrême-gauche du Parti Socialiste, et j'ai combattu, de l'année 1910 jusqu'aujourd'hui, le réformisme et le blocardisme dans toutes leurs manifestations.

II. — Il a dit un mensonge lorsqu'il a affirmé qu'en ma qualité de secrétaire je pouvais faire quelque chose et que je n'ai rien fait lorsque Turatti se présenta pour être élu au Parlement pendant

l'année 1919 comme représentant du Parti Socialiste. Il a dit un mensonge, mieux il a dit à ce propos beaucoup de mensonges. En effet: 1) Je n'étais pas à cette époque secrétaire du Parti Socialiste, 2) J'ai soutenu même au Congrès de Rome en 1918 (dans la fraction maximaliste) la nécessité d'éloigner du P.S. Turatti et ses amis. 3) Avant le Congrès de Bologne, dans une réunion de la direction du Parti, ce qui peut être prouvé par les comptes-rendus parus dans l'«Avanti» — je soutenais au moins, et puisqu'on ne voulait pas la scission, la nécessité que tous ceux qui n'auraient pas accepté le nouveau programme voté par le Congrès de Bologne ne puissent pas être candidats du Parti dans les élections parlementaires et communales. La majorité de la direction et du Congrès de Bologne a décidé au contraire que même les réformistes pouvaient être candidats du Parti et on a seulement appliqué la proportionnelle entre les différentes fractions qui composaient le Parti pour les listes des candidats aux élections. Moi, quelquefois moi seul, j'ai déclaré tout cela comme une faute très grave et dangereuse pour le Parti. 4) Lorsqu'avant les élections (1919) Turatti, Modigliani et quelques autres réformistes désignés par les Fédérations Provinciales déclaraient qu'ils accepteraient d'être candidats aux élections parlementaires avec réserves sur la discipline du Parti, je suggérai et je formulai avec Bombacci, qui était à ce moment le secrétaire du Parti, un communiqué du secrétariat en rejetant toutes les réserves avancées par ces gens sur la dis-

cipline. Tout cela était bien connu par le docteur Maffi.

III. — Maffi a dit que je devais porter mes accusations devant le congrès de Livourne. Il savait qu'à Livourne pendant trois heures, malgré toute la bagarre de ses amis, c'est-à-dire des réformistes et des Serratiens, j'ai porté la documentation de mes accusations et de la nécessité de l'expulsion des réformistes.

IV. — Il a dit qu'après les violences fascistes de Bologne, j'ai consenti à ce que Turatti parle comme représentant du groupe socialiste parlementaire. Maffi sait qu'en telle occasion la fraction parlementaire socialiste s'est réunie soudainement et sans m'avertir et que pour cette raison je n'assistais pas à cette réunion. Maffi sait que je fis mes protestations, et en qualité de secrétaire du Parti, pendant les réunions successives du Comité directeur de la fraction parlementaire. Maffi sait encore que je fis des reproches à Bombacci pendant la réunion à Imola de la fraction communiste pour la préparation du Congrès de Livourne et pour son attitude à cette occasion. Maffi savait tout cela. Il a dit tant de mensonges avec la conscience de ce qu'il disait. Il a voulu seulement donner au Congrès International un exemple des méthodes de dénigrement et de calomnie toujours employées par les réformistes et les opportunistes d'Italie. Lazzari même peut donner quelques renseignements sur les méthodes de lutte des réformistes en se rappelant la campagne indigne de Turatti et de ses amis envers lui lorsqu'il était non pas le défenseur, mais l'accusateur du réformisme italien. Egidio Gennari.

Les tâches du Secrétariat International de l'Internationale Communiste pour le travail parmi les femmes.

Résolution adoptée par la 2ème Conférence Internationale des femmes communistes.

1. La 2ème Conférence Internationale des femmes communistes invite les partis communistes de tous les pays de l'Occident et de l'Orient à faire élire conformément aux directives de la IIIème Internationale par l'intermédiaire de leurs comités centraux de femmes, des correspondantes internationales.

2. La tâche de la correspondante de chaque Parti Communiste consiste ainsi que cela est indiqué dans les directives, dans l'entretien de rapports réguliers avec les correspondantes internationales des autres pays ainsi qu'avec le Secrétariat des femmes de l'Internationale Communiste à Moscou, organe de travail de l'Exécutif de la IIIème Internationale.

3. Les Partis Communistes doivent fournir et aider leurs correspondantes internationales en moyens et en possibilités techniques pour les rapports internationaux entre elles et avec le Secrétariat de Moscou.

4. Les correspondantes internationales se réunissent tous les six mois pour se consulter et échanger leurs opinions avec la représentation des secrétariats internationaux des femmes. Dans les occasions importantes elles peuvent être convoquées à n'importe quel moment.

5) Le secrétariat étant une organisation étroitement attachée au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste doit agir sous sa direction immédiate dans le plus étroit rapport avec les correspondantes de tous les pays de l'Orient et de

l'Occident. Le secrétariat attache une attention particulière au travail des sections parmi le prolétariat féminin des Partis Communistes dans les différents pays: 1) La où ce travail n'est pas mené avec assez d'énergie et ne concorde pas avec les principes fondamentaux dirigeants et avec les thèses de la IIIème Internationale Communiste. 2) A la généralisation du mouvement féminin communiste dans tous les pays de même tendance et 3) à l'organisation de manifestations internationales du prolétariat féminin susceptibles de donner l'élan au mouvement révolutionnaire de tout le prolétariat dans sa lutte pour la dictature. Dans le but d'établir des liens plus étroits et un travail plus systématique parmi le prolétariat féminin international le Secrétariat International des femmes crée un organe auxiliaire technique pour l'Europe Occidentale, dont la tâche sera de préparer et de réaliser les décisions du Secrétariat International conformément aux directives de ce dernier et aussi de celles du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

6. Dans l'organe auxiliaire de l'Europe Occidentale prend part constamment aussi une représentante du Secrétariat International des femmes communistes.

7. La composition des tâches fondamentales et le champ d'action de l'organe auxiliaire de l'Europe Occidentale sont déterminés par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste d'accord avec le Secrétariat International des femmes

REVUE DE LA PRESSE ETRANGERE.

J'accuse.

(Lettre ouverte à M. Barthou, Ministre de la Guerre.)

Vous venez, monsieur le ministre de prendre une initiative qui rentre dans le cadre de votre activité et de votre caractère: une nouvelle loi „scélérate“, plus „scélérate“ que les précédentes a été mise par vous en chantier; si votre entreprise obtient l'assentiment du Parlement vous pourrez donner du travail à cette magistrature „gangrenée“ dont vous avez naguère caractérisé la manière.

En attendant que mes amis de pensée et moi-même soyons déferés à vos juges je me permets de vous convier à une besogne urgente: poursuivez donc la présente lettre publique qui a pour objet de vous entretenir de l'assassinat commis le 11 juin 1916 sur les personnes des lieutenants Herduin et Milan. Les faits sont connus, ils ont été évoqués maintes fois dans ce journal, dans d'autres et à la tribune du Parlement.

J'accuse formellement le colonel Bernard et le général Boyer d'être leur assassins!

J'accuse M. Millerand, président de la République, et vous-même d'avoir commis une forfaiture en couvrant volontairement ce crime!

Je répéterai publiquement cette accusation à la tribune de la Chambre où je décide de vous interpellé. Comme je n'ai pas l'espoir d'obtenir de suite le renvoi en conseil de guerre des assassins, je vous confie le plan de mon action ultérieure. Le voici:

Je me rendrai à Bourges où commande en chef le général Boyer. Publiquement je dirai son crime: Le gouvernement pourra me déférer en cour d'assises, s'il l'ose; par avance je déclare que je renonce à toute immunité parlementaire et que je ne récuserai pas un seul des jurés bourgeois devant lesquels je serai cité à comparaître.

Mais je veux que lorsque le général Bouer paradera sur le front des troupes ou lorsqu'il circulera dans les rues de Bourges, le cri d'„assassin“ parte du cœur des veuves, mères ou enfants des morts de la guerre et qu'il soit pour le général Boyer le début de l'expiation.

André Berthoin.

(„Humanité“ du 22 juin).

A L'ETRANGER.

Angleterre.

Nauen, 4 juillet. (Radio).—La conférence du parti ouvrier britannique à Brighton a décidé d'inviter toutes les organisations socialistes du monde à une conférence qui devra avoir lieu à Londres dans le commencement d'Octobre dans le but de créer une Internationale „universelle“.

Horsea, 4 juillet. Aujourd'hui aura lieu la rencontre entre De Valera et lord Midleton et d'autres représentants du gouvernement britannique qui viennent à Dublin sur sa demande.

Allemagne.

Nauen, 2 juillet. (Radio). — La diète prussienne rejeta la proposition des socialistes d'abolir la peine de mort.

Hanovre, 3 juillet. (Radio du correspondant berlinois du „New York Herald“). Les conservateurs allemands voudraient faire cadeau d'un gerbe de fleurs aux républicains dans l'espoir de voir ces fleurs le lendemain sur le cercueil de la république. C'est ce que déclare Philipp Scheidemann dans le „Vorwärts“ en attaquant les monarchistes et les vieux bureaucrates. Il dit que Berlin est complètement indifférent à la réaction. Il n'y a aucun changement dans les cours de justice allemandes ni dans l'administration qui sont restées telles qu'elles étaient avant la révolution. L'armée est toujours commandée de l'ancienne manière arrogante. Scheidemann fait une tentative pour obtenir de nouveau les faveurs de la classe ouvrière en la félicitant pour son attitude envers le bolchévisme à l'occasion d'un meeting qui a eu lieu dernièrement à Cassel, lorsque 12.000 ouvriers, y compris des communistes, ont rejeté l'emploi de la violence pour atteindre des buts politiques.

Au sujet de la dissolution de l'Orgesch, la „Rote Fahne“ note le ton extrêmement doux de l'adresse du gouvernement aux détachements dissous. Quand il s'agit de combattre les ouvriers, le gouvernement use d'autres moyens. La presse de droite laisse entendre que l'Allemagne constituera d'autres détachements qui ne le céderont en rien aux anciens.

Nauen, 4 juillet. (Radio). Pendant le procès du général Stenger à Leipzig plusieurs témoins déclarèrent avoir observé, comment des blessés allemands furent massacrés cruellement par les „nettoyeurs“ français.

Nauen, 4 juillet. (Radio.) Une commission polonaise qui visita la région de la Ruhr publia dans les journaux polonais et allemands une déclaration, disant que les ouvriers polonais dans cette région ne sont pas sujets à un traitement exceptionnel et qu'ils ne sont ni congédiés, ni expulsés.

Haute-Silésie.

Nauen, 2 juillet. (Radio). La commission interalliée a publié un décret d'amnistie pour la Haute-Silésie. L'amnistie ne s'étendra pas sur les personnes coupables de délits commis par rapacité ou par un désir de vengeance ou par cruauté, et qui seront trouvées en possession d'armes ou de matières explosives après une certaine date qui sera fixée ultérieurement. — La „Deutsche Allgemeine Zeitung“ proteste énergiquement contre l'amnistie pour les sans-loi de Korfanty qui, de cette manière, sont placés au même degré que les organisations allemandes de protection.

Nauen, 4 juillet. (Radio). Tous les partis et syndicats allemands de la Haute-Silésie ont transmis à la commission interalliée une déclaration disant que toute la population de la Haute-Silésie est convaincue que l'insurrection actuelle polonaise n'est pas la dernière. La déclaration demande énergiquement la persécution des personnes responsables pour l'insurrection, ainsi que de celles qui occupaient des postes responsables durant l'insurrection et, particulièrement, de Korfanty, pour tous les crimes commis en Haute-Silésie.

Pologne.

A Bielsk a commencé une grève de l'industrie textile. Les ouvriers réclament l'établissement de comités de fabriques. L'élévation des salaires de 50%. 50% de remise quand ils achètent du drap. Les patrons ont repoussé ces exigences. Les ouvriers déclarent qu'ils continueront la grève jusqu'à complète satisfaction.

Le Conseil de la Ligue des Nations a pris une résolution exigeant la création avant le 1er septembre d'une „association pour la défense des intérêts communs polono-lithuaniens“ et l'organisation d'une milice locale sous le contrôle des alliés. Les délégués lithuaniens ne sont pas d'accord et ont remis la question à l'examen de leur gouvernement. Les tentatives de la Ligue pour amener les représentants des deux pays à s'entendre sur les conditions élaborées par elle pour la reprise des pourparlers ont également échoué.

Nauen, 4 juillet. (Radio.) Par suite de la baisse du change polonais la clôture de la Diète fut ajournée. Le ministre des finances déclara que la baisse continue et rapide du change sur la Pologne commença en même temps que l'aventure de Korfanty en Haute-Silésie. Il annonça des mesures énergiques pour la suppression de toutes les importations qui ne seraient pas absolument nécessaires et déclara qu'un projet de loi serait déposé sur le bureau de la Diète sur un emprunt obligatoire.

L'armée de Zelichowski est démobilisée et évacuée la province de Vilna pour le 1er septembre. L'armée lithuanienne est aussi démobilisée et quitte le front pour la même date. Les Polonais ont accepté cette convention. Les Lithuaniens ont déclaré au contraire qu'ils n'ont pas de pouvoirs suffisants pour accepter cette proposition. La jeunesse blanc-russienne du district d'Ochmian a refusé de se laisser mobiliser, s'est saisie de mitrailleuses et de canons et combat Zelichowski. Dans les cantons voisins des détachements d'insurgés sont en formation.

Varsovie, 2 juillet. — Hier, la Diète a examiné la question de la ratification du traité d'alliance avec la Roumanie. Le rapporteur a souligné qu'il ne contient rien contre le gouvernement soviétique. Le représentant du P. P. S. Perl a invoqué contre le traité cette considération que la Roumanie n'a pas encore conclu avec la Russie et que par conséquent elle peut avoir encore des différends avec elle en Bessarabie, d'autre par la Roumanie fait partie de la petite Entente, à laquelle appartiennent les Tchèques, ennemis de la Pologne. Néanmoins l'acte de ratification a été accepté en seconde et troisième lectures. Les députés ont fait une ovation à l'Ambassadeur de Roumanie.

Hanovre, 2 juillet. — D'après les nouvelles de Varsovie, l'armée de Zelichowski évacua la ville de Vilna le 15 juillet. Une milice locale de 5000 hommes est en formation.

Riga, 2 juillet. — Le journal contre-révolutionnaire „Sevodnia“ du 2 juillet annonce que l'ambassadeur anglais à Varsovie a remis au gouvernement polonais une note demandant de quel droit les autorités polonaises disposent de la Galicie Orientale. Ce territoire d'après la décision des Alliés conforme à l'article 91 du traité de St Germain, ne fait pas partie de la Pologne. Le mandat accordé à la Pologne le 10 novembre 1919 a été annulé le 12 décembre de la même année. Le gouvernement polonais, prévoyant qu'il serait obligé d'évacuer le pays, a envoyé le général Avaszkevitch qui s'occupe d'armer des détachements locaux et après le départ des troupes polonaises entreprendra une aventure semblable à celle de Zelichowski.

Yougo-Slavie.

Paris, 3 juillet. (Radio). Dans sa séance de vendredi après-midi la Constituante yougo-slave a adopté une demande du ministre de la justice pour la levée de l'immunité parlementaire de Filipovitch, chef du parti communiste et de deux députés communistes, qui ne seraient pas étrangers à l'attentat contre le prince régent Alexandre.

Serbie.

Paris, 1-er juillet. — (Radio). L'enquête sur l'attentat contre le prince régent de Serbie Alexandre a établi, à ce qui paraît, l'existence d'une organisation, étendue sur tout le pays et agissant sur des instructions de provenance autrichienne et hongroise. Plus de cent témoins furent entendus. Le ministre de la justice demandera au parlement la levée d'immunité pour trois députés communistes Filipovitch, Kovalevitch et Tchopitch. Le parlement se prononcera demain sur cette question.

Pays Baltiques.

D'après le „Social-Democrate“ le Comité Central du Parti Communiste a lancé une circulaire condamnant la terreur individuelle et invitant tous les communistes à ne pas employer les armes contre les individus du camp ennemi. Les cas de rencontres armées avec la police qui ont eu lieu récemment sont désignés comme une provocation fatale.

Pays Scandinaves.

Stockholm, 2 juillet. — A Goteborg a eu lieu un grandiose meeting de protestation contre les persécutions des communistes finlandais et suédois. Plus de 2000 personnes y assistaient.

Stockholm, 1 juillet. — Le 23 juin la délégation danoise a remis à Kerjentsev le texte du projet de traité russo-danois.

Sur convocation du gouvernement royal de Suède le 5 juillet aura lieu l'ouverture de la session ordinaire du Bureau International de Travail. Aux travaux de la session participeront comme à l'ordinaire 36 personnes—12 représentants du gouvernement, 12 représentants des ouvriers et 12 représentants des entrepreneurs. L'Angleterre aura pour représentants des entrepreneurs—le général Bayley, des „ouvriers“—Stuard Bunning. Les autres représentants „ouvriers“ seront: Oudegest (Hollande), Dreper (Canada), Wissel (Allemagne), Tarberg (Suède) et probablement Jouhaux. Après la clôture de la session une excursion à travers le nord de la Suède aura lieu.

Le secrétaire de la Ligue de la Jeunesse Communiste Suédoise, Hongo Sidnen, a été arrêté sous l'inculpation de haute trahison.

Le Syndicat des ouvriers des transports du Danemark a décidé d'envoyer des délégués au Congrès Syndical de Moscou.

Proche-Orient.

Nauen, 1-er juillet. — (Radio). On apprend de Londres que les alliés auraient fait savoir aux Turcs qu'une violation de la zone neutre autour de Constantinople serait considérée comme casus belli. Selon les journaux de Londres, Kemal-pacha aurait lancé un appel à la guerre sainte aux peuples de l'Orient contre l'Occident, comme protestation contre l'occupation de Constantinople par les Anglais, qui ont mis la Sublime Porte sous leur tutelle. De cette manière la lutte continuerait jusqu'à l'évacuation de Constantinople et elle assurerait l'indépendance des Indes et des autres nations musulmanes.

Bordeaux, 1-er juillet. — (Radio du correspondant parisien du „Philadelphia Public Ledger“). Il paraît que les kéralistes ont atteint des résultats importants grâce à leur avance. Dans le secteur d'Ouchak, où les lignes grecques étaient plus avancées qu'ailleurs, elles ont subi des pertes très sérieuses. Il est possible que là aura lieu la bataille, dont dépendra le sort de Smyrne. Grâce aux opérations dans la région d'Ismid les Turcs ont pu occuper une grande partie de la ligne du chemin de fer menant à Scoutari, ouvrant ainsi la route vers Constantinople.

Varsovie, 2 juillet. — La panique règne à Constantinople en prévision de l'arrivée des Kéralistes. Les Européens, industriels et financiers, liquident leurs affaires et prennent la fuite. Les représentants de l'Entente sont visiblement saisis à l'improviste.

Londres, 2 juillet. (Radio). Selon l'agence Reuter Bekir-Sami-Bed déclara que les kéralistes n'avanceraient pas vers Constantinople.

Lyon, 2 juillet (Radio). D'après une information reçue par le „Petit Parisien“ les forces kéralistes ne paraissent pas avoir avancé plus loin vers Constantinople, mais on dit qu'ils ont entrepris des opérations dans la région de Brousse dans la direction de Koutaya qui ont bien réussi. Les Grecs ont été rejetés au delà des positions d'où ils avaient commencé leur offensive. Le 30 juin Moucheddin-pacha, commandant des forces kéralistes, fit son entrée à Ismid. Il adressa une proclamation à la population, lui garantissant une sécurité complète et ordonnant le retour des réfugiés qui s'étaient déjà embarqués. Les troupes kéralistes à Ismid paraissent être bien disciplinées et vouloir respecter la zone neutre.

Lyon, 4 juillet. (Radio). Un communiqué officiel d'Angora dit que les Turcs avancent au sud de Nabandja, poursuivant l'ennemi en déroute dans la direction de Tepe-Tarla.

Riga, 1 juillet. — D'après l'agence Reuter, tous les membres de la délégation commerciale russe à Constantinople ont été arrêtés et la caisse confisquée. Beaucoup d'autres arrestations ont été opérées. Le „Morning Post“ prétend que les agents du gouvernement soviétique auraient organisé un complot avec les kéralistes pour se saisir de Constantinople. Cette fausse nouvelle avait été lancée uniquement pour justifier les mesures prises contre la délégation, mais elle n'a pas été soutenue par le reste de la presse et aucun communiqué officiel n'a osé parler du prétendu complot bolchevick.

Extrême-Orient.

Riga, 30 juin. — „L'information“ du 26 annonce que le ministre de la marine du Japon, acceptant la construction de 8 cuirassés et croiseurs, étudie aussi la construction d'hydravions de sous-marins, de torpilleurs, de croiseurs légers et de destroyers, sous prétexte de défense du pays. Les Japonais justifient ces constructions en disant qu'elles sont meilleur marché chez eux que dans les autres pays.

Nauen, 4 juillet. (Radio). On annonce officiellement que le Japon a renoncé à son droit de confisquer la propriété allemande, qui lui est concédée par le traité de Versailles.

Etats-Unis.

Nauen, 4 juillet. (Radio). On mande de Washington que le président Harding a signé la résolution du Sénat sur la paix avec l'Allemagne immédiatement après le vote du Sénat. Le „New York Herald“ apprend que les troupes américaines seront retirées de la Prusse rhénane, puisqu'il n'est plus possible que le traité de Versailles fut ratifié. Malgré la contradiction du gouvernement, le Sénat et la Chambre des représentants ont passé une loi, établissant la force numérique de l'armée américaine en temps de paix à 150.000 hommes.

Hanovre, 3 juillet. (Radio du correspondant berlinois du „New York Herald“). Oscar Schweriner déclare dans le „Berliner Lokal-Anzeiger“ que la prochaine conclusion de l'alliance anglo-japonaise est la raison pour laquelle l'Amérique veut faire la paix avec l'Allemagne. Il croit que les efforts de l'Angleterre d'attirer l'Amérique dans une triple alliance avec le Japon ne peuvent réussir. Dans l'intention de l'Amérique de faire la paix avec l'Allemagne il voit l'indication du désir des Etats-Unis de se faire des amis parmi les rivaux de l'Angleterre. Schweriner prévient les Allemands qu'ils ne doivent pas s'attendre à plus de faveurs de la part de l'Amérique que ceux qu'exigent les intérêts mêmes de celle-ci. Aussi voit-il dans le rapprochement actuel un signe de ce que les businessmen américains cherchent à l'étranger des nouveaux débouchés pour l'écoulement de leurs produits.

Publié par la Section de la Presse de l'Internationale Communiste.

Le Rédacteur responsable: F. AXELROD.

Imprimerie de la IIIème Internationale.